



# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs  
communiste révolutionnaire



---

PSA  
CT VELIZY

---

Lundi 09 janvier 2023

## ***Faire battre en retraite Borne, Macron et le Medef !***

C'est donc mardi que Borne doit mettre les dernières paroles sur la ritournelle gouvernementale et patronale qu'on connaît déjà par cœur depuis des mois concernant l'avenir de nos retraites. Le suspense est quand même de plus en plus éventé. L'âge légal de la retraite sera-t-il repoussé « seulement » à 64 ans, car « 65 ans n'est pas un totem » ? Y aura-t-il aussi une généralisation de l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans bien avant 2035 (déjà prévus par la loi Touraine pour les générations nées après 1973) ? Le gouvernement aura-t-il recours au 49.3 ?

***Tant de questions pour une seule réponse : c'est NON !***

Non, les caisses de retraite ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Non, rien n'assure qu'elles le seront en 2032, car nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'État qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses. Et non, même un déficit annoncé pour 2032 de 17 milliards, ne serait pas « abyssal » car il ne représenterait que 5 % d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraite. En augmentant de 5 % les salaires, ce serait automatiquement comblé !

***Pourquoi tant de mensonges et d'acharnement depuis des décennies ?***

Augmenter l'âge légal du départ à la retraite, c'est accroître le « chômage des seniors », qui auront de moins en moins de droits et toucheront une retraite amoindrie, si les difficultés de leur vie ne les ont pas tués avant. Augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, c'est baisser la pension de ceux qui partent quand même à l'âge légal. Cela vise à diminuer les dépenses des caisses de retraite, tout en permettant aux fonds de pension privés de drainer l'épargne de ceux qui ont des salaires suffisants pour mettre de côté. C'est une façon de diminuer la part des travailleurs dans le revenu national, augmentant mécaniquement d'autant celle des capitalistes. Alors quand c'est Ciotti, le chef de LR, qui annonce vouloir « atténuer la brutalité de la réforme », il y a de quoi s'inquiéter !

***L'inquiétude peut changer de camp !***

La « réforme » devait être annoncée mi-décembre, déjà bien plus tard que prévu : les grèves chez PSA ou dans les raffineries à l'automne ont perturbé le calendrier gouvernemental. Puis nouveau report à ce mardi, pour une présentation du projet de loi au conseil des ministres le 23 janvier, afin que Borne puisse avoir le soutien de la droite et éviter le 49.3... peut-être ! Autant de reports sont surtout symptomatiques de la fébrilité du gouvernement qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, mais qu'il n'est soutenu à l'heure actuelle par aucune organisation syndicale... et que le mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère est déjà tellement grand que tout pourrait s'embraser. D'après un sondage Ifop daté du 4 janvier, 52 % des personnes interrogées souhaitent que la France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale ! Alors soufflons sur la braise partout, sur nos lieux de travail et d'études, discutons de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit dispersée par les logiques boutiquières des directions syndicales. Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la manifestation du 21 janvier à Paris appelée par les organisations de jeunesse. Regroupons-nous en assemblées générales, rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches. Salaires, retraites, conditions de travail, ça ne peut plus durer !

### **PSA : collecteur d'argent public**

Le Conseil régional de Bretagne et Rennes Métropole ont accordé 3,8 millions d'euros de subventions à PSA. Le but officiel est de soutenir l'emploi à l'usine de Rennes, mais c'est un mensonge, car aucun engagement n'est demandé à PSA.

Ces élus savent que les subventions passées ne vont pas empêcher de supprimer de nombreux postes. Ça ne les empêche pas de distribuer l'argent public à un groupe qui fait 21 milliards de profits en 18 mois...

### **Tavares : numéro de pleureur en forme de menaces**

À un salon à Las Vegas, Tavares a multiplié les jérémiades : *il faudrait se préparer à « un combat terrible »* avec la concurrence... *« si le marché se contracte, nous n'avons pas besoin d'autant d'usines. Certaines décisions impopulaires devront être prises »*. Fermer des sites et licencier massivement : avec ses menaces, Tavares veut réclamer encore plus de subventions et d'aides politiques de la part des gouvernements.

Oui il va y avoir un combat terrible, mais il faut que ce soit celui des salariés pour augmenter les salaires et conserver les emplois, contre les attaques de nos patrons. Un combat qui sera, lui, populaire.

### **Démonté Carlos**

Fin janvier, le compétitif Carlos Tavares se retrouvera encore au départ du Rallye Monte Carlo, au volant d'une Peugeot 104 ZS2 de 1979. Vieux modèle. Dans ce « combat terrible contre la concurrence », espérons pour Carlos qu'il ne s'enverra pas dans le décor !

### **Pour le profit, Tavares veut s'envoyer en l'air**

Stellantis et l'entreprise américaine Archer se sont alliées pour produire aux USA en 2024 des avions électriques à décollage et atterrissage verticaux pour 4 passagers. Stellantis fournit 150 millions de dollars à ce projet pour créer ces taxis volants... pour riches !

Tavares était peut-être jaloux des fusées SpaceX du milliardaire excentrique Elon Musk !

### **Y a pas de petits marchés !**

La direction de Stellantis a annoncé vendredi dernier la création d'une division appelée Mobili-

sights qui aurait pour vocation d'exploiter les données enregistrées dans ses véhicules connectés pour les revendre aux sociétés d'assurance. Le pognon qu'elle se fait sur notre dos ne lui suffit pas, il faut aussi qu'elle s'en fasse sur celui des trajets des clients !

### **Profiteur de guerre**

Nouveau record pour Dassault, avec ses 156 avions commandés en 2022 soit 56 de plus qu'en 2021. Si la branche luxe se porte bien avec une augmentation de 13 Falcon vendus, c'est surtout le commerce de la mort qui est florissant : 43 rafales de plus ! Bien sûr, pour honorer ses contrats, Dassault compte pressurer ses ouvriers et ceux des sous-traitants. Cadences infernales pour les uns, bombardements pour les autres, des milliards pour les actionnaires et de beaux jets pour voir le monde brûler, voilà l'avenir selon Dassault !

### **Une bien triste médaille d'or**

Un rapport du service statistique de l'Éducation nationale indique que la France est championne d'Europe des effectifs les plus élevés par classe, de la maternelle au collège. Mais c'est sans compter sur la réactivité du ministre Pap N'Diaye ! Des postes supplémentaires ? Que nenni : une heure de soutien en maths et français annoncée pour la seule classe de sixième en septembre 2023... assortie de la suppression de 2000 enseignants. Ouf, nous voilà rassurés !

### **Royaume-Uni : les grèves continuent !**

Le Royaume-Uni connaît son plus grand mouvement de grève depuis les années 1970. Les revendications sont simples : des augmentations de salaire face à une inflation record. En première ligne, le secteur de la santé et notamment les infirmières, suivies par les cheminots, les pompiers, les opérateurs de télécoms, les agents de circulation, agents de nettoyage, conducteurs de bus, et bien d'autres encore !

La réponse du gouvernement de Rishi Sunak ? Menacer de s'attaquer au droit de grève, avec une nouvelle loi de « service minimum ». Mais les grévistes sont soutenus par la population et ces tentatives d'intimidations sont révélatrices de l'incapacité du gouvernement à faire face à la situation. L'extension du mouvement et la détermination des grévistes fera plier gouvernement et patronat !